



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction générale du Trésor



# BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE AUSTRALE

Une publication du SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE PRETORIA

N°39 – 23 au 29 septembre 2022

## Au programme cette semaine :

- **Afrique du Sud** : L'excédent courant se contracte fortement au second trimestre
- **Afrique du Sud** : Le nombre d'emplois formels non-agricoles recule au T2
- **Afrique du Sud** : EDF signe un accord pour la construction de trois parcs éoliens
- **Angola** : La Banque centrale abaisse son taux directeur de 0,5 point à 19,5%
- **Botswana** : Nouvelle mine de charbon à Morupule
- **Malawi** : La Banque centrale publie son rapport trimestriel
- **Namibie** : La reprise se poursuit au second semestre
- **Zimbabwe** : La Banque centrale maintient son taux directeur à 200%

## Zoom sur... le démantèlement de la centrale à charbon Komati

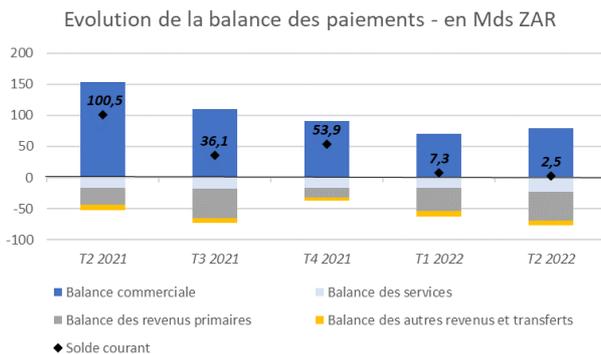
Eskom, Saretec (*South African Renewable Energy Technology Centre*) et le GEAPP (*Global Energy Alliance for People and Planet*) ont signé un accord pour développer un nouveau centre de formation et remplacer la centrale charbon de Komati, dans la région du Mpumalanga. La centrale, inaugurée dans les années 1960, puis temporairement fermée entre 1990 et 2009, sera définitivement fermée en octobre 2022.

Le plan de l'électricien national s'inscrit dans le partenariat pour la transition énergétique juste (JETP). Il consiste à réaffecter Komati en centre de formation à l'exploitation de nouvelles installations d'énergies renouvelables pour les employés d'Eskom et la communauté environnante, issues des populations historiquement défavorisées. Le but est de se prémunir de potentielles pertes d'emplois liées à la transition énergétique. Une autre partie de la réhabilitation consiste à réalimenter Komati en énergies renouvelables. La région du Mpumalanga est un lieu stratégique pour ce projet grâce aux lignes de transmissions du réseau déjà existantes.

Toutefois, la centrale, qui avait une capacité de production de 1 000 MW, ne produira plus que 220 MW d'énergies renouvelables (150 MW d'énergie photovoltaïque, 70 MW d'énergie éolienne et 150 MW de capacité de stockage) alors que l'Afrique du Sud fait face à une crise énergétique d'ampleur. D'ici à 2035, la fermeture des centrales à charbon devrait retirer près de la moitié des capacités du réseau, soit 22 000 MW.

## Afrique du Sud

### L'excédent courant se contracte fortement au second trimestre (SARB)



Selon le bulletin trimestriel de la Banque centrale (*South African Reserve Bank – SARB*), l’Afrique du Sud a enregistré un excédent courant au deuxième trimestre 2022, pour le huitième trimestre consécutif. Celui-ci continue néanmoins de se contracter (-97% par rapport à la même période l’an passé), à 2,5 Mds ZAR (environ 142 M EUR, soit 0,2% du PIB), et atteint donc plus faible niveau depuis deux ans. Cette baisse substantielle s’explique principalement par le recul de l’excédent commercial (-48% à 79 Mds ZAR). Les importations ont en effet progressé de plus de 37%, en lien avec une hausse des achats de pétrole raffiné. Dans le même temps, les exportations ont augmenté à un rythme nettement inférieur (+10%, portées par les ventes à l’export de minerais du groupe platine et de charbon). A noter également les contractions des déficits de la balance des services (+40% à -63 Mds ZAR, en lien avec la hausse des prix des services de fret) et de la balance des revenus secondaires (+70% à -47 Mds ZAR). Au cours des six premiers mois de l’année, l’excédent courant représente donc 0,4% du PIB, contre 6,4% l’année précédente. Il accélère ainsi sa normalisation dans un contexte de détérioration des termes de l’échange sud-africain, alors que, pour rappel, la balance des transactions courante du pays est structurellement déficitaire.

### L'économie a détruit 118 000 emplois formels non agricole au second trimestre (OCDE)

D’après la dernière publication de *StatsSA* relative au marché du travail, 119 000 emplois ont été détruits dans le secteur formel non-agricole (9,9 M d’emplois) au deuxième trimestre 2022. Il s’agit du premier recul de l’indicateur depuis un an. Cette évolution s’explique notamment par une nette contraction des postes de travail dans les services communautaires (-100 000). Elle témoigne en particulier de la réticence des entreprises à embaucher dans un contexte économique incertain et morose (pour rappel, contraction du PIB de 0,7% en g.t sur la période). Le déficit de postes de travail dans le secteur formel s’élève ainsi à 248 000 par rapport au premier trimestre 2020 (avant le déclenchement de la crise de Covid-19). Ces mauvais résultats viennent nuancer la précédente étude de *StatsSA*, publiée le 22 août (*Quarterly Labour Force Survey* – enquête plus large, basée les réponses des ménages) qui présentait une réduction du taux de chômage de 0,6 point à 33,9%. Enfin, toujours d’après l’étude, le salaire mensuel moyen du secteur formel non-agricole a atteint 24 578 ZAR (1 400 EUR) sur la période, en hausse de plus de 4% sur un an, une progression toutefois significativement inférieure à l’inflation (+7,4% sur un an au mois de juin).

### L'OCDE revoit légèrement à la baisse ses prévisions de croissance (OCDE)

Le 25 septembre, l’OCDE a publié son dernier rapport sur les perspectives économiques. L’organisation internationale revoit légèrement à la baisse ses prévisions de croissance pour l’Afrique du Sud: elle table désormais sur une progression du PIB de 1,7% en 2022, soit 0,1 point de moins que lors de ses précédentes estimations (juin 2022), dans un contexte mondial marqué par de fortes incertitudes et les impacts de la crise énergétique. L’OCDE table par ailleurs sur une hausse des prix moyenne de 6,7% en 2022 dans le pays (+0,7 point par rapport aux estimations de juin). Elle précise ainsi que les banques centrales devront poursuivre le

durcissement de leurs politiques monétaires pour face à l'accélération inédite des pressions inflationnistes.

### **EDF signe un accord pour la construction de trois parcs éoliens onshore (Engineering News)**

Dans le cadre du cinquième volet du programme d'approvisionnement des producteurs indépendants d'énergies renouvelables (REI4P), Bid Window 5 (BW5), le ministère sud-africain de l'énergie et des mines (Department of Mineral Resources and Energy - DMRE) a annoncé jeudi 21 septembre la clôture trois premiers projets de parcs éoliens onshore avec EDF. L'électricien français et le DMRE se sont accordés sur le *Power Purchase Agreement (PPA)*, l'*Implementation Agreement (IA)* et le *Direct Agreement (DA)* pour la future mise en service des parcs éoliens. Le BW5, dont les résultats ont été publiés en octobre 2021, prévoit la mise en service de 1600 MW d'énergie éolienne et 1000 MW de solaire. Au total 25 projets éoliens et photovoltaïques ont été retenus comme soumissionnaires privilégiés pour un montant total provisoire de 2,8 Mds USD. Bien que les trois projets éoliens soient validés, avec un retard de presque un an, leur mise en service effective pour alimenter le réseau électrique sud-africain est prévue pour 2024. Par ailleurs, et suite au plan d'urgence du Président Ramaphosa pour lutter contre la crise énergétique, la capacité que le gouvernement a prévu d'ajouter au réseau après BW6 a doublé s'élevant, à 4,2 GW, dont 600 MW supplémentaires pour l'énergie éolienne. La date de remise du 6<sup>ème</sup> volet d'appel d'offres du REIPPPP est prévue pour le 3 octobre 2022.

### **Canal+ augmente sa participation au capital de MultiChoice (Agence Ecofin)**

Le groupe français Vivendi/Canal+ a, à nouveau, augmenté sa participation au capital de MultiChoice-DStv, le plus grand groupe de télévision par satellite d'Afrique et détient désormais 26,26% de son capital. Le groupe avait déjà presque doublé sa participation dans la société l'année dernière. La régulation sud-africaine limite aujourd'hui à 20 % les droits de

vote d'un actionnaire étranger dans le secteur des médias, un seuil que Vivendi/Canal+ avait d'ailleurs déjà atteint en juillet. Le groupe a affirmé ne pas vouloir racheter MultiChoice. Cette prise de participation découlerait essentiellement de décisions commerciales, les actions de MultiChoice ayant gagné 8,8% de valeur supplémentaire au cours des 12 derniers mois. Le groupe français, qui avait fait son entrée au capital de Multichoice en octobre 2020 à hauteur de 6,5 %, a progressivement renforcé sa position jusqu'à détenir 20,12%, les offres Canal+ totalisant ainsi 6,56 millions d'abonnés fin juin sur le continent africain, soit 27% du total de leurs abonnés au niveau mondial. Multichoice, créé par le géant médiatique Naspers est présent dans 22 millions de foyers en Afrique. Le marché africain est stratégique pour les services de télévision payante.

### **Eskom demande une hausse tarifaire de 32% sur le prix de l'électricité (Engineering News)**

Depuis le 19 septembre, les audiences à propos de la demande tarifaire d'Eskom au régulateur national de l'énergie (Nersa) ont débuté. Pour rappel, Eskom dont la dette s'élève déjà à 400 Mds ZAR (22 Mds EUR), demande une hausse tarifaire de 32% en 2023/2024 pour assurer une meilleure viabilité financière. Une augmentation de 32% des tarifs de l'électricité devrait fortement impacter plusieurs secteurs, notamment les mines et l'industrie où l'approvisionnement énergétique peut représenter jusqu'à 40% des coûts. En janvier dernier, Nersa avait déjà approuvé une augmentation de 9,61% des prix pour l'exercice 2023 contre 20,5% demandés par Eskom. Durant les audiences, le régulateur a également demandé une mise à jour sur la situation des délestages actuels et leurs coûts pour le service public. Eskom a indiqué que son objectif immédiat était de remettre en service 14 centrales charbon, actuellement à l'arrêt, dans le but de récupérer 8 GW de capacités de production. Par ailleurs, le directeur de la production

## Blue Label finalise la recapitalisation de Cell C (*Business Day*)

Blue Label Telecoms, spécialisé dans la vente de forfaits prépayés destinés notamment à la communication téléphonique et à la consommation d'électricité, a finalisé la recapitalisation de Cell C, quatrième opérateur mobile d'Afrique du Sud. Cette recapitalisation permettra de restructurer et de refinancer la dette de Cell C à hauteur de 7,3 Mds ZAR (411 M USD). A noter que l'opérateur mobile a mis en place, depuis 2019, une stratégie de restructuration visant à réduire les coûts et retrouver une efficacité opérationnelle, notamment à travers la mise en commun d'infrastructures. Dans le cadre de l'accord, et pour faciliter la restructuration de la dette, Blue Label va fournir des liquidités via un prêt garanti. Sa filiale *The Prepaid Company's* (TPC) achètera également à Cell C des temps d'antennes prépayés à hauteur de 1,5 Mds ZAR (84 M USD) pour l'aider à faire face à ses besoins en fonds de roulement. D'autres accords prévoient que TPC lève 1,6 Mds ZAR (90 M USD) des fonds nécessaires au remboursement de la dette, auprès d'institutions financières. Une fois la recapitalisation effectuée, la participation de Blue Label passera de 45% à 49,53%.

## Angola

### La Banque centrale abaisse son taux directeur de 0,5 point à 19,5% (*BNA*)

Le comité de politique monétaire de la banque centrale (*Banco Nacional de Angola - BNA*), qui s'est réuni le 26 septembre, a décidé d'abaisser son taux directeur de 0,5 point à 19,5%. Il s'agit de la première baisse de l'indicateur depuis janvier 2019. Dans son communiqué, l'institution monétaire met en avant le ralentissement de l'inflation, qui est passée sous la barre des 20% sur un an au mois d'août - contre 21,4% au mois de juillet et près de 28% au mois de janvier. Elle mentionne aussi le renforcement de la position extérieure du pays depuis le début de l'année : l'Angola a ainsi enregistré un excédent courant

de 23,3 Mds USD au second trimestre 2022, en hausse de près de 80% par rapport à la même période de l'année précédente - en lien avec la nette augmentation des exportations (+67,8%) portée par la hausse des prix du pétrole. Ces évolutions favorables se sont matérialisées par une nette appréciation de la devise locale face à l'USD (+40% depuis janvier pour atteindre la parité de 425,9 AOA pour 1 USD). A noter que cette évolution du taux directeur est à contre-courant des mouvements observés dans les autres économies de la sous-région, alors que les principales banques centrales durcissent de manière de plus en plus agressive leur politique monétaire face à l'accélération des pressions inflationnistes.

## Botswana

### Nouvelle mine de charbon à Morupule (*Engineering News*)

Une nouvelle mine à ciel ouvert de charbon, d'une capacité de production de 1,4 million de tonnes par an, a été mise en service mercredi 28 septembre sur le site de Morupule (MCM). MCM produit actuellement 2,8 millions de tonnes de charbon par an, alimentant deux centrales électriques appartenant à l'État à proximité et exportant vers l'Afrique du Sud, la Namibie et le Zimbabwe. La nouvelle mine augmentera la production à 4,2 millions de tonnes par an, une augmentation de 50%. MCM a pour objectif de porter sa capacité de production à 7,6 millions de tonnes de charbon par an d'ici 2027. Dans un contexte de crise énergétique mondiale, le pays désire augmenter sa production et devenir un exportateur clé à l'échelle internationale. Son objectif est d'accroître ses exportations vers l'Europe, qui cherche des alternatives aux hydrocarbures russes, et vers l'Asie. L'Europe avait déjà acheté 1 million de tonnes de charbon botswanais en mai 2022 et la compagnie minière Minergy avait annoncé en juin une augmentation de 40% de ses ventes pour l'exercice clos en juin 2022.

## Malawi

### La Banque centrale publie son rapport trimestriel (RBM)

Le 19 septembre, la Banque centrale (*Reserve Bank of Malawi – RBM*) a publié son bulletin trimestriel pour le second trimestre 2022. Elle prévoit un fort ralentissement de la croissance en 2022 (+1,7%, après 4,2% en 2021), sous l'effet des mauvaises performances du secteur agricole (premier secteur de l'économie – près d'un quart du PIB en 2021), qui a souffert de conditions météorologiques défavorables, de l'impact du cyclone Anna sur les infrastructures, mais aussi de la dégradation du cadre macroéconomique (situation de pénurie de devises ayant notamment entraîné des difficultés d'approvisionnement en carburant). L'inflation a également accéléré sur la période pour atteindre 19,4%, contre 13,1% au trimestre précédent, en lien avec la hausse des cours des denrées alimentaires et du pétrole, et la dévaluation de la devise locale en mai 2022 (-25% face à l'USD). Le déficit commercial s'est à nouveau creusé, pour atteindre 593 MUSD (+53% par rapport au trimestre précédent), en lien avec un net recul des exportations (-8%), qui atteignent leur plus faible niveau depuis le second trimestre 2020, alors que dans le même temps les importations ont nettement progressé (+33%). Enfin, les réserves de la RBM se sont renforcées sur la période (+10%) pour atteindre 415 MUSD, un niveau qui demeure toutefois préoccupant (1,7 mois d'importations).

## Namibie

### La reprise se poursuit au second trimestre (NamStats)

Selon les données de l'agence nationale des statistiques, le PIB a progressé de 5,6 % au deuxième trimestre 2022 par rapport au deuxième trimestre 2021, après +5,3 % au trimestre précédent. Il s'agit du cinquième

trimestre consécutif de croissance : l'économie confirme donc sa reprise, bien qu'elle demeure toujours en-deçà des niveaux observés avant le déclenchement de la crise de la Covid-19 (-3% par rapport au quatrième trimestre 2019). Sur le plan sectoriel, les principaux contributeurs à la croissance sont le secteur minier (+29,4%, soit une contribution positive de 2,6 points), en lien avec les bons résultats de l'industrie diamantifère (portée par une hausse des volumes de production), des services financiers (+16,0%, soit 1,1 point) et notamment assurantiels, et du secteur de la santé (+10%, soit 0,4 point). A noter, à l'inverse, les mauvaises performances du secteur de la construction qui peine à rebondir (-25,3%, soit une contribution négative de -0,4 point). Selon le FMI, sur l'ensemble de l'année 2022, la croissance devrait s'accélérer et atteindre 2,8%, après 0,9% en 2021.

## Zimbabwe

### La Banque centrale maintient son taux directeur à 200% (RBZ)

Lors de sa réunion du 23 septembre, le comité de politique monétaire de la Banque centrale (*Reserve Bank of Zimbabwe - RBZ*), a décidé de maintenir son taux directeur inchangé à 200%. L'institution monétaire évoque notamment une décélération des pressions inflationnistes. Le taux d'inflation sur un an a en effet reculé au mois de septembre, pour la première fois depuis janvier 2022 (280% sur un an, contre 285% le mois précédent). La situation reste toutefois critique pour le pouvoir d'achat des ménages, alors que l'inflation du poste « denrées alimentaires » a atteint 354% sur un an, soit le niveau le plus élevé au monde d'après les dernières statistiques de la Banque Mondiale. La RBZ souligne par ailleurs une normalisation progressive de la situation sur le marché des changes : fin septembre, la prime sur le marché parallèle oscillait ainsi entre 5% et 15%, en net recul par rapport au point haut de 140% observé en mai 2022. L'institution monétaire a enfin décidé de réhausser les limites des opérations sur le marché interbancaire.

	Taux de change au	Evolution des taux de change (%)			
	29/09/2022	Sur 1 semaine	Sur 1 mois	Sur 1 an	Depuis le 1 <sup>er</sup> janvier
<b>Afrique du Sud</b>	17,97 ZAR	-1,8%	-6,0%	-15,9%	-11,4%
<b>Angola</b>	427,0 AOA	-0,2%	-0,9%	39,3%	27,8%
<b>Botswana</b>	13,2 BWP	-1,5%	-3,9%	-15,3%	-11,9%
<b>Mozambique</b>	63,2 MZN	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
<b>Zambie</b>	15,7 ZMW	-0,1%	2,8%	6,7%	6,1%

Note de lecture : un signe positif indique une appréciation de la monnaie.

Source : OANDA (2022)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)